



Engagé·es
au quotidien

CDEN du 6 novembre 2025

Déclaration liminaire de la FSU

Nous sommes réuni·es ce soir pour faire le bilan de la rentrée 2025. Nous tenons à commencer cette déclaration par quelques remarques sur cette instance qui semble de plus en plus être considérée comme une chambre d'enregistrement.

Premier problème : le calendrier. L'an passé, le 12 décembre, les représentant·es des personnels avaient unanimement refusé de siéger parce que cette réunion avait été convoquée tardivement puis reportée pour finalement être imposée par un repli programmé une demi-heure après avoir constaté un défaut de quorum, le jour d'une action intersyndicale. Cette année, les formes sont respectées mais, nous tenons à signaler que ce soir se tiennent la plupart des CA d'installation dans les établissements du second degré, dans lesquels siègent de très nombreux membres du CDEN, soit comme représentant·es des personnels, soit comme représentant·es de parents, soit comme élus·es. Les contraintes de toutes et tous sont nombreuses mais les dates de ces réunions ne peuvent pas ne pas être connues de l'institution.

Second problème : le droit. Lors du dernier CDEN, organisé par le Conseil Départemental, la FSU a dénoncé un changement de règle en cours de séance qui devrait être consigné dans le PV. En effet, entre les deux votes sur la sectorisation, Monsieur Dasseux, directeur général adjoint, a indiqué que Madame Pugeat, vice-présidente chargée de l'éducation, avait finalement droit de vote, arguant d'une vérification des services juridiques du Conseil départemental, alors même que l'ensemble des membres venait de voter le compte-rendu indiquant le contraire. Or, le règlement intérieur de cette instance, voté le 15 mai 1986 et qui n'a pas été modifié depuis, indique explicitement, dans son article 5 que les "présidents et vice-présidents sont membres de droit du Conseil : ils ne participent pas aux votes." Comme la FSU n'a ni pour habitude ni pour principe de faire des procès en incompétence, nous ne pouvons que dénoncer cette manipulation indigne pour orienter des votes consultatifs et exigeons que les votes du dernier CDEN soit recomptés.

Pour recentrer notre propos, nous sommes de nouveau dans une période politique particulièrement instable ; le Projet de Loi de Finance, proposé par un Gouvernement toujours aussi fidèle aux règles ultra-libérales du Président de la République est âprement discuté et la situation de l'éducation nationale ne s'améliore absolument pas. La FSU note des éléments positifs puisque le CNR et le SNU devraient disparaître et le Pacte devrait être réduit à sa portion la plus congrue. Les bonnes idées de la macronie, innovantes et efficientes, sont en train de faire long feu. Cependant, beaucoup plus dommageable est pour nos élèves la baisse drastique du financement du Pass culture dans sa partie collective. Force est de constater que le budget proposé par Monsieur Lecornu est *a minima* aussi austéritaire que celui de ses prédécesseurs et repose sur des injustices sociales toujours plus importantes.

Dans sa première sortie médiatique, alors qu'il était interrogé sur l'état de l'École, le ministre de l'Éducation nationale a fait le constat d'une « *situation extrêmement inquiétante* ». Ainsi, concernant le solde d'emploi « positif » pour la rentrée 2026, Édouard Geffray a lui-même reconnu que ce dernier est lié aux créations d'emplois de stagiaires dans le cadre de la réforme de la formation initiale qui entrera en vigueur à la prochaine rentrée. L'affichage d'un solde positif d'emplois est donc purement conjoncturel et temporaire, lié à la cohabitation de deux concours, sans compter que personne ne peut savoir ce que cela représentera *in fine* en ETP. Derrière les affichages, il y a le choix politique assumé de ne pas se saisir de la baisse démographique pour améliorer les conditions d'enseignement et d'étude. Conscients de cette situation, le ministre et le gouvernement suppriment malgré tout des emplois de professeurs, ralentissent le rythme de créations des emplois d'AESH et refusent, à ce stade, d'engager une revalorisation conséquente pour tous les personnels.

Enfin lorsqu'Amélie de Montchalin, Ministre de l'action et des comptes publics, indique sur un plateau de télévision que : « On a besoin de plus de militaires, de plus de policiers, de plus de gendarmes » mais « de moins de professeurs » : tout est consommé. Des portiques, des drones, des caméras, des prisons,

des canons mais moins de profs, d'AESH, moins de personnels de vie scolaire, pas d'infirmiers ni d'infirmières, pas d'assistant·es sociaux.les, pas de psychologues, moins de personnels administratifs, moins d'agent·es au détriment de l'attractivité de nos métiers actuellement désertés, des conditions de travail voire de la santé de tous les personnels en place et bien-sûr au détriment des élèves.

Concernant la rentrée dans notre département, la FSU tient tout d'abord à remercier les services de la DSDEN qui, comme toujours, ont compilé au plus vite un nombre de données précises et facilement exploitable. Nous réitérons cependant notre demande d'éléments complémentaires concernant l'enseignement privé sous contrat et hors contrat.

Dans le 1er degré, la rentrée 2025 s'est passée. Si elle ne s'est pas mal passée comme la FSU-SNUipp l'a reconnu, elle n'a pas permis avec le retrait de 10 postes (pour la 3ème année consécutive) d'améliorer sensiblement la situation sur les plus de 400 écoles drômoises, notamment sur les effectifs par classe.

Certes le remplacement, point noir du 1er degré comme du 2nd degré, en septembre/octobre n'a pas été aussi efficient depuis longtemps. Néanmoins il est fort à parier, vu le non renforcement de la brigade de remplacement, que l'hiver sera, comme chaque année, tendu.

Le nombre d'AESH quant à lui n'a pas évolué ou si peu (+1 AEHS par PIAL) et ce n'est pas l'expérimentation de 2 PAS, sans moyens supplémentaires associés qui va là aussi améliorer sensiblement la situation, 20 ans après la loi sur le Handicap.

La direction d'école croule toujours sous les tâches et visios qui se multiplient, les RASED sont toujours autant décimés (logique puisque les départs en formations spécialisées sont volontairement limités au minimum).

Enfin ce n'est pas l'évaluationiste aiguë (évaluations d'élèves, évaluations d'écoles...) qui améliore non plus la situation en matière d'apprentissage (on le voit dans les résultats avec toujours des inégalités territoriales importantes ; forcément quand on donne si peu à ceux qui en ont le plus besoin) ; ces dispositifs sont souvent inutiles, chronophages, parfois dangereux et mettent à mal la liberté pédagogique.

Voilà derrière une rentrée dite « apaisée », un plus sombre tableau. Pour autant, les personnels ne lâcheront ni leurs élèves, ni ne renonceront à l'amélioration de leurs conditions de travail. Ils et elles doivent être entendu·es.

Pour le 2nd degré, la situation dans notre département est particulièrement stable. Il manque comme partout des personnels et certaines classes sont encore beaucoup trop chargées : plus de 30 par classe en 6^{ème} et 19,4 en 4^{ème} à Beaumont ; 30,2 par classe de 6^{ème} à Nyons ; 30 élèves pour une bonne préparation au DNB à Bourg de Péage ; des classes à plus de 29 élèves à Chabeuil, Cléon, Crest, Mercurol. Les effectifs de certains établissements classés CLA, REP et REP + sont encore trop élevés. Pour mémoire, la FSU revendique 20 élèves par classe et 16 en REP (afin que nos collègues puissent tenir compte d'une diversité toujours plus grande des élèves). Les DG sont pratiquement identiques à l'an passé, le taux d'HS est certes en légère baisse mais il demeure trop élevé. On notera cependant une baisse conséquence des IMP (-38,25), ce qui a des incidences importantes sur le fonctionnement et la reconnaissance du travail de nos collègues.

Plus spécifiquement, nous profitons de cette instance pour relayer une demande des professeur·es d'EPS sur les IMP attribuées pour la coordination de l'UNSS. Les rencontres UNSS sont fortement impactées depuis la rentrée par la démission de certains coordonnateur·trices dans le département. Par conséquent, de trop nombreux élèves n'ont à ce jour vécu aucune rencontre inter-établissements et le cross départemental du 19 Novembre, grand rendez-vous annuel du sport scolaire, risque d'être boycotté par plusieurs associations sportives. Or, dans la plupart des départements de l'Académie, des solutions ont été trouvées pour abonder la dotation en IMP pour les coordonnateurs UNSS. C'est pourquoi la FSU attend désormais un geste fort en direction du sport scolaire drômois : redonner 2 IMP pour revenir sur la baisse initiale est loin d'être hors de portée au regard des marges de manœuvre qui ont pu être trouvées, départementalement comme académiquement, pour d'autres missions.

Sur les SEGPA, nous constatons également des effectifs stables (+5 élèves) mais avec une légère baisse de la DG totale (-2,5) alors que les HS augmentent (+ 8 heures). De fait, les conditions de travail de nos collègues sont plus difficiles, d'autant plus avec un public délicat qui se retrouve souvent à 16 par classe.

La rentrée est loin d'être satisfaisante et l'avenir n'est certainement pas radieux. C'est pourquoi la FSU appelle dès aujourd'hui, avec la CGT et Solidaires, à une nouvelle journée d'action le 2 décembre prochain pour gagner une justice sociale, fiscale et environnementale.